

LA PRESSE EN REVUE...

JEUDI 10 DECEMBRE 2015

SOMMAIRE

- 1) Aux portes du désespoir !!
- 2) Le silence au Nord
- 3) Militants PS mitigés...
- 4) Barto sans voix
- 5) Le changement c'est maintenant
- 6) C'est déjà fait

Gérard Diez La Presse en Revue

I) Le FN aux portes du pouvoir : #Toutchanger... avant qu'il ne soit trop tard !

**#Tout
changer**

(Serge Ricco - L'Obs)

Nous y sommes. Et le risque est grand que rien ne se passe, ou presque. Lentement mais sûrement, le Front national s'est installé dans le paysage, grappillant des voix çà et là jusqu'à devenir la première force politique du pays. Cela lui a pris 30 ans avant qu'il n'y parvienne. Mais il ne lui en faudra pas 30 de plus pour que le cauchemar devienne une réalité.

Ne nous y trompons pas : en s'installant pour la première fois de son histoire à ce niveau de responsabilités, le parti de la haine ne retombera pas dans ses errements du passé. Il fera tout, au contraire, pour prouver sa capacité à gérer et gagner en respectabilité. Au-delà du symbole, c'est donc un apprentissage express que le parti lepéniste veut s'offrir dimanche prochain. Avec, à la clé, un brevet de crédibilité pour la prochaine présidentielle.

Lire Ce qu'il faut retenir du 1er tour des régionales

Comme à chaque lendemain de défaite, les politiques de tous bords ont rivalisé de formules toutes faites. Sonnés, cernés, tous assurent avoir entendu l'exaspération et la colère. Tous jurent la main sur le cœur qu'on ne les y reprendra plus. Las. Leurs paroles font penser aux rengaines de ces alcooliques qui promettent, chaque lendemain de cuite, de ne plus toucher un verre. Avant de replonger...

Dans l'urgence, le Parti socialiste a certes pris les mesures qui s'imposaient pour faire barrage au péril qu'il dénonce depuis tant d'années. Des désistements d'abord, douloureux mais nécessaires, pour tenter au mieux de circonscrire le choc. Des accords avec ses partenaires habituels ensuite, dont on se dit qu'ils ont été conclus si vite au soir du premier tour qu'ils auraient pu l'être avant, si l'intérêt général l'avait emporté sur les arrière-pensées...

Des machines à conquérir le pouvoir

De son côté, la droite dite "républicaine" a failli dans tous les sens du terme. Dépassée par le FN, elle a cru bon de s'enfermer dans le sectarisme et l'agressivité. Elle qui rêvait d'une "grande vague bleue" finira dans la flaque grise du déshonneur. Essorée.

Un surcroît de mobilisation et un précieux report des voix permettront peut-être aux uns et aux autres de sauver la face sur le papier. Mais cette gueule de bois ne passera pas cette fois-ci avec une bonne douche, fût-elle glacée. Car s'il faut encore attendre les résultats définitifs pour

mesurer les effets de cette stratégie de containment improvisée, on peut déjà assurer qu'elle ne résoudra rien au problème sur le fond.



Marine Le Pen affrontera Xavier Bertrand en duel pour le second tour des régionales en Nord-Pas-de-Calais-Picardie. (Michel Spingler / AP / SIPA)

L'enseignement principal du premier tour ne se limite pas, en effet, au score inédit des candidats du Front national. Il faut y ajouter le fait que la moitié du pays ne s'est pas sentie concernée. Chez les moins de 35 ans, c'est encore plus inquiétant : deux sur trois n'ont pas jugé bon d'aller voter. Cette désaffection n'est pas nouvelle, certes. Mais son ampleur est inédite. Et elle nous interpelle autant qu'elle nous inquiète, car les électeurs du FN, eux, sont particulièrement motivés.

A qui la faute ? A ceux qui nous gouvernent aujourd'hui comme à ceux qui, hier, nous ont gouvernés. Même si le quinquennat de François Hollande restera comme celui de la flambée du Front national et du chômage de masse, il serait injuste et erroné de lui faire porter seul la responsabilité de cette faillite démocratique amorcée depuis tant d'années. Davantage qu'un parti ou un camp, c'est une logique à l'œuvre qui est en cause. Celle de formations politiques ou d'élites qui n'ont pas pris la mesure des maux qui frappaient le pays ou n'ont pas su, par lâcheté ou incompetence, y remédier.

Elus paresseux, électeurs amers

Le premier mal qui les frappe est un vice de conception : les partis sont devenus des machines à conquérir le pouvoir, pas à l'exercer. Et encore moins à transformer le réel. Obnubilés par la lutte des postes, prêts à tout promettre pour se faire élire, leurs représentants se retrouvent bien embarrassés une fois qu'ils accèdent aux responsabilités. A trop vouloir être, ils en oublient de faire. Comme le soulignait récemment Pierre Rosanvallon dans nos colonnes, "ce divorce

dramatique entre le moment électoral et le moment gouvernemental n'a cessé de s'accroître".

La deuxième maladie qui les ronge est une endogamie mortifère. Notre classe politique est ainsi faite qu'une poignée d'élus, souvent blancs, souvent mâles, souvent âgés, souvent issus des classes les plus favorisées se partagent les mandats pendant trop d'années. Trop de personnes se sentent écartées de ce fonctionnement en vase clos et donc au bout du compte peu concernées.



Discours de Jean-Christophe Cambadélis, le premier secrétaire du Parti socialiste, après les résultats du premier tour des élections régionales, le 6 décembre. (Nicolas Messyasz / SIPA)

Le troisième fléau enfin porte un nom : le pragmatisme, peu à peu devenu synonyme de fatalisme. Erigé en pierre angulaire de l'action politique à droite comme à gauche, depuis des années, il rend les élus paresseux et les électeurs amers. Les premiers ne produisent plus d'idées, de projets. Les seconds ne voient pas les résultats arriver. Dans des domaines aussi divers que l'économie, le social ou la sécurité, on ne se demande plus ce qui est bien ou mal, mais ce qui marche ou pas. Comment s'étonner ensuite que le débat public ait été gangréné par le Front national, pour le coup, très idéologisé ? Comment s'étonner, dans ces conditions, que la gauche ait renoncé à penser les évolutions du monde, à transformer la société, à renouer avec un discours de progrès ?

L'heure n'est plus aux ajustements mais à la reconstruction. Pour éviter le pire, il nous faut désormais tout changer. Réinventer la gauche, réinventer la politique, réinventer la République. Des initiatives existent déjà, sur le terrain comme dans la sphère numérique, pour replacer le citoyen au centre, retisser le lien démocratique, rééquilibrer le rapport gouvernants/gouvernés, imposer la transparence des décisions, renouveler

les modes de délibérations, bref, se réappropriier le champ politique hors des canaux traditionnels qui nous ont lentement mais sûrement précipités dans l'ornière.

Le chantier est aussi urgent que colossal. "L'Obs" a choisi d'y prendre sa part, rien que la sienne, mais toute la sienne, en publiant chaque semaine dans le magazine, et chaque jour sur le web, les contributions de toutes celles et tous ceux qui ne se résignent pas à la fatalité. Pour échapper à la haine ou au rejet, construire ensemble une alternative et avancer. Le débat public est ouvert. A vos plumes, à vos claviers !

Matthieu Croissandeau

nouvelobs.com

II) Dans le Nord, le « silence terrifiant » des patrons face au FN

LE MONDE ECONOMIE Par Laurie Moniez (Lille, correspondance)



Marine Le Pen à Lille, le 7 décembre. CYRIL BITTON POUR "LE MONDE"

« No Pasaran ». C'était il y a un mois. Bruno Bonduelle, l'un des bâtisseurs de l'empire international de légumes en boîtes, tirait la sonnette d'alarme. Ce chef d'entreprise à la retraite prenait la plume pour crier son angoisse de voir le Front national remporter les élections dans la nouvelle grande région Nord-Pas-de-Calais-Picardie. « Comment peut-on prôner la

fermeture des frontières alors que notre économie régionale est immergée dans le monde, avec un salarié sur quatre qui travaille dans une entreprise aux capitaux étrangers, alors que nous vantons dans nos brochures ce carrefour transfrontalier ouvert aux quatre vents de l'Europe, nos succès à l'exportation ? », écrivait Bruno Bonduelle.

Son billet d'humeur se terminait par une supplique à l'adresse des élus qui affronteraient Marine Le Pen au second tour : « De grâce, ne laissez pas notre économie sombrer dans le repli sur soi ! »

Ce cri du cœur est devenu prophétie. Mais la pythie a perdu sa voix. Contacté, l'ancien grand patron du Nord ne souhaite pas commenter la situation. Sa sortie dans les médias n'a pas été sans conséquence. Des consommateurs ont écrit au groupe en menaçant de boycotter les produits Bonduelle. Des agriculteurs de la région qui fournissent les usines ont menacé de ne plus les approvisionner en légumes si Bruno Bonduelle, ou d'autres, prenaient encore position. L'ancien patron se dit « effondré ». « Ils ont déjà réussi à instaurer la terreur », ajoute-t-il. Christophe Bonduelle, l'actuel PDG, a été contraint de se désolidariser des propos de l'ancien président du groupe.

Il n'est visiblement pas simple d'affronter le sujet de l'extrême droite quand on est patron. Dans le Nord, les dirigeants d'Auchan, Roquette, Lesaffre, OVH, Decathlon, et bien d'autres ont choisi de ne pas nous répondre. « On ne peut pas laisser la chaise vide, regrette Luc Doublet, président de Nord France Invest, agence de promotion régionale. Ils ont tort de ne pas parler. » Conseiller régional pendant quinze ans, le président du conseil de surveillance du groupe Doublet, leader européen dans la fabrication de drapeaux, craint tout haut pour l'attractivité internationale de la région. « Il est possible que des cadres ne veuillent pas venir travailler ici », dit-il. Il évoque aussi la question du tourisme d'affaires ou des politiques de développement à l'export. Et, surtout, il est préoccupé par la coopération internationale que Marine Le Pen veut supprimer à la région alors que les relations avec l'Afrique offrent des perspectives aux entreprises nordistes.

Eviter d'« ajouter du désespoir au désespoir »

« Le silence des patrons est terrifiant, soupire André Dupon, président du groupe Vitamine T, présent à la fois dans le recyclage et les services.

Je ne comprends pas. Le sujet n'est plus de choisir untel ou untel. » Selon lui, ils ont peur. « Personne n'est à l'abri, d'autant que Marine Le Pen considère que le grand patronat est proche des socialistes. » Ce pionnier de l'entrepreneuriat social, proche du socialiste Pierre de Saintignon, s'interroge lui aussi sur l'attractivité régionale et sur les investissements étrangers. « D'autant que c'est par l'activité économique qu'on lutte contre le chômage. »

Son groupe, qui réalise 50 millions d'euros de chiffre d'affaires annuel, compte 2 500 salariés, des ex-sans emploi cassés par la vie et fiers de relever la tête. André Dupon pense aux hommes et femmes remis sur pied par Vitamine T : « J'espère que la politique d'aides à l'insertion de la Région ne sera pas réduite à sa simple expression. » Dimanche 13 décembre, André Dupon, l'homme de gauche, votera pour Xavier Bertrand (LR). « Je suis sûr que certains ouvriers de notre usine ont voté FN. Et pour ces gens-là, j'ai envie de décupler mon énergie. » André Dupon s'est même mis en tête de créer 500 emplois supplémentaires. Pour lui, la seule manière de contrer le FN est de « redonner de l'espérance ». Ne pas « jouer la politique du pire »

Un avis partagé par Philippe Vasseur, le président de la CCI Nord de France. Comme d'autres décideurs, l'ancien ministre a choisi de ne pas « jouer la politique du pire » pour ne pas « ajouter du désespoir au désespoir ». Il faudra bien que la vie continue, entend-il autour de lui. Mais Philippe Vasseur partage avec Luc Doublet cette impression d'être dans un piège, quelle que soit l'attitude adoptée. « Je ne prends pas position. De toute façon, ce qui a été fait par la Voix du Nord (qui s'est engagée contre le FN) ou Bruno Bonduelle a plutôt renforcé Marine Le Pen, estime M. Vasseur. Son discours, c'est le peuple contre les élites. La vraie question, c'est de dire que tout ça est de notre faute, et c'est un « nous » collectif. On aurait dû prendre conscience des problèmes plus tôt. Là, on est inaudibles. »

lemonde.fr

LAPRESSEENREVUE.EU

III) "La droite doit nous donner envie" : comment les militants PS réagissent au désistement de la gauche lors des élections régionales 2015

Le HuffPost | Par Alexandre Boudet et Geoffroy Clavel



Les militants socialistes vivent mal le retrait des listes en Paca et dans la grande région Nord. | AFP

Ils se sentent un peu comme les orphelins du second tour. Depuis dimanche soir et la consigne passée par la direction du PS de retirer les listes en Nord-Pas-de-Calais-Picardie et en Paca, les électeurs socialistes de ces deux régions et plus encore les militants sont sonnés. "Je suis paumé, désorienté. C'est le sentiment que beaucoup partageaient à la réunion que nous avons organisée lundi soir", confirme Laurent Dupuy, un Varois de 45 ans. Il fait partie de ceux qui, en Paca, ont réclamé qu'une nouvelle liste de gauche soit formée. "Résister, c'est y être", dit-il en référence au second tour.

En vain, car ni Christophe Castaner en Paca ni Pierre de Saintignon dans la grande région Nord n'ont bravé la consigne comme Jean-Pierre Masseret l'a fait en Alsace-Champagne-Ardenne-Lorraine. Qu'ils valident ou non le "barrage républicain", ces socialistes font donc face à un constat implacable: dimanche, ils n'auront pas leur bulletin favori à mettre dans l'urne. Alors que feront-ils? S'abstiendront-ils, voteront-ils blanc ou apporteront-ils leur voix à la droite, comme le souhaite Solferino? Aucun des militants que nous avons contactés affirme qu'il restera chez lui et tous insistent sur la nécessité de remplir leur devoir de citoyen "J'ai toujours voté et je le ferai encore dimanche, on n'a pas le droit de s'abstenir", assure Frédéric Dupré qui vit dans la banlieue lilloise.

"Je ne vais quand même pas aller coller des affiches Bertrand"

C'est ensuite que les avis divergent. "Il y a une

une scission courtoise autour de moi, explique Laurent Jeannais, secrétaire de section dans le Nord. D'un côté, on retrouve ceux qui appliqueront la consigne de vote, et de l'autre, les militants qui ne veulent pas voter pour Xavier Bertrand." Ce schisme existe aussi parmi les militants de la grande région Nord que nous avons sollicités.

"J'irai voté pour la droite pour éviter que ce soit Marine Le Pen qui dirige la région. Et je pense que ce sera plus facile de dialoguer avec Xavier Bertrand qu'avec la présidente du FN", espère Frédéric Dupré. "Voter blanc, c'est voter pour Marine Le Pen. Alors je vais voter à droite, tant pis", dit au contraire Mike, dans l'Aisne. Sentiment partagé par Medhi qui a fait campagne pour Pierre de Saintignon à Lille. "Quand l'extrême-droite est aux portes du pouvoir, on est républicain pour deux. J'aurai beaucoup de difficultés à voter pour Xavier Bertrand mais je le ferai car son bulletin est un bulletin contre Marine Le Pen.

Militant à Wasquehal, Jérôme Dehaynin n'est aujourd'hui pas prêt à le faire. Il était d'accord avec le retrait "pour ne pas ajouter du déshonneur à la défaite" mais demande maintenant au candidat Les Républicains de lui donner envie, sans quoi il n'aura pas sa voix. "On s'est retiré donc on laisse la place à Xavier Bertrand, c'est à lui de faire campagne et de convaincre les électeurs socialistes. Je ne vais quand même pas aller coller des affiches pour lui. Mais jusqu'à maintenant, il ne donne pas envie et si le vote avait lieu demain, j'irais voter blanc", affirme ce trentenaire qui laisse la porte entrouverte jusqu'à dimanche.

"C'est la même soupe"

Plus au sud, en revanche, on ne voit pas ce qui pourrait faire changer d'avis les militants socialistes, dont aucun ne nous dit qu'il votera à droite. Leurs déclarations ont même de quoi inquiéter Christian Estrosi qui doit absolument engranger leurs voix pour rattraper les 15 points de retard qu'il accuse sur Marion Maréchal-Le Pen. Seulement, les griefs à son encontre ne manquent pas.

"Ici en Paca, on arrive vraiment au bout du Front républicain. Dans le Vaucluse, le FN et la droite déjeunent ensemble. Les Républicains ne sont plus en mesure de lutter tant ils sont dans la collusion", affirme l'un d'eux. "Je ne comprends

pas qu'on fasse le front républicain alors que Nicolas Sarkozy fait le ni-ni", dénonce pour sa part un cybermilitant très actif qui se fait appeler GrandLudo sur les réseaux sociaux. "Voter à droite, je l'ai déjà fait deux fois. En 2002 pour Jacques Chirac et aux municipales à Avignon pour Marie-José Roig. Mais à chaque fois on nous a pris pour des cons, alors c'est décidé, je ne le ferai plus", lance José, 40 ans de PS derrière lui.

Et puis, il y a les critiques lancées directement contre le maire de Nice et sa campagne très droitière de premier tour. "Je ne voterai pas à droite parce que Christian Estrosi et Marion Maréchal-Le Pen, c'est la même soupe, c'est extrême-droite et droite-extrême. Ce personnage, c'est vraiment pas possible", balaye Mohamed, un jeune militant avignonnais. "Christian Estrosi n'a de républicain que le nom. Je n'irai pas voter pour un candidat qui parle d'une cinquième colonne islamiste", renchérit Saber Gasmi, jeune socialiste des Alpes Maritimes. "Je ne lui fais pas confiance pour faire barrage au FN dans la mesure où il reprend toutes ses idées", ajoute Laurent Dupuy. "Entre la peste et le choléra, je ne choisirai pas", tranche un dernier.

Qu'aurait-il fallu pour qu'il en soit autrement? "Avec un autre candidat que Christian Estrosi, mon choix aurait été différent et j'aurais pu voter pour la droite", répond Saber. Cet argument revient souvent dans la bouche des militants socialistes. Un candidat moins clivant que l'ancien ministre de Nicolas Sarkozy aurait peut-être rassemblé plus facilement. "Par exemple, avec le maire de Toulon Hubert Falco, je ne me serais pas posé de questions", lance Laurent Dupuy. Idem dans le Nord pour Jérôme Dehaynin qui aurait pu sans mal "glisser un bulletin Valérie Létard ou Jean-Louis Borloo dans l'urne".

Une fracture se creuse avec la direction parisienne

Mais ce qui apparaît au travers de ce débat, et qui est sans doute plus grave pour le PS, c'est une fracture naissante entre cette base militante et la direction parisienne qui se dessine. Sur la forme tout d'abord. "Tout ça a été tranché à Paris de manière arbitraire", se désole un secrétaire de section du sud-est. "Je suis en colère parce que j'ai le sentiment qu'on s'est précipité. On ne nous a pas consultés", lance aussi Saber. "Pierre de Saintignon aurait pu demander leur avis à ceux qui ont collé les affiches la nuit, qui ont tracté sur les marchés alors qu'il pleuvait", déplore Frédéric

Dupré.

Sur le fond aussi, la dissension est nette. "Je suis déçu et même énervé, dit Mike, militant dans l'Aisne. On a dit toute la campagne qu'on allait se maintenir, et en fait on ne le fait pas." "Déjà qu'on doit encaisser la défaite, mais se retirer, c'est nous abandonner, c'est comme si on nous traînait au bûcher", dénonce un militant de Paca.

Dans le viseur de certains militants, c'est Manuel Valls et Jean-Christophe Cambadélis qui sont ciblés. "La direction du PS veut nous faire croire qu'on a gagné alors qu'on va complètement disparaître. Je ne comprends pas qu'un parti se retire d'une élection perdue d'avance et qu'on disparaisse de la région pendant six ans", déclare GrandLudo. Il croit déceler une manœuvre tactique mais c'est peut-être dire qu'elle n'est pas à son goût. "Ils sont dans un coup de billard à trois bandes en vue de 2017. Si Estrosi se plante face au FN, cela démontrera que les Républicains sont incapables de faire face à l'extrême-droite", analyse-t-il depuis le Vaucluse.

Et les militants socialistes de prévenir qu'en cas de scénario similaire à la présidentielle, ils pourront encore faire fi des consignes nationales. Si en 2002, le peuple de gauche avait massivement voté pour Jacques Chirac élu à plus de 80% contre Jean-Marie Le Pen, il n'en sera pas de même en 2017. Tous préviennent que leur vote à droite n'est pas acquis en cas d'élimination du candidat socialiste. "En 2002, j'avais voté Jacques Chirac sans regret mais si en 2017 Nicolas Sarkozy fait comme Christian Estrosi, ce sera blanc", prévient Grandludo. "Si on a un tel duel, je ne me déplacerais pas, c'est certain. J'aurais moins de difficultés avec Alain Juppé", abonde Jérôme Dehaynin. Comme un avertissement adressé à toute la classe politique.

huffingtonpost.fr

LAPRESSEENREVUE.EU

IV) Pourquoi ma voix de gauche n'ira pas à Claude Bartolone

Par Hamo103 Blog : Le blog de Hamo103 mediapart.fr

Pour des raisons de cohérence politique vis-à-vis de la politique libérale et sécuritaire du gouvernement ; de cohérence éthique vis-à-vis des turpitudes personnelles de Claude Bartolone ; et de cohérence stratégique pour faire émerger une vraie gauche, les militants de gauche et écologistes ne pourront pas voter pour le PS dimanche prochain en IDF.

En ce qui concerne le PS en général :

- Tournant libéral de Macron avec ses licenciements facilités et sa casse sociale.
- Tournant sécuritaire de Valls avec la déchéance de nationalité, l'état d'urgence sans limite, le flicage généralisé des militants.
- Bilan économique de Hollande, avec le chômage et la soumission à la finance.
- Politique extérieure de la France, qui se compromet avec Poutine, prend ses ordres d'Obama, et obéit au lobby de l'armement.

Il était déjà impossible à un électeur se disant de gauche de voter en son âme et conscience pour un représentant du PS, a fortiori pour Claude Bartolone, un des supporters les plus zélés de cette politique.

En ce qui concerne Claude Bartolone en particulier :

- Emplois fictifs au Conseil général
- Services rendus à son ami Tapie pour dépecer des entreprises de presse
- Mysoginie avérée et répétée, y compris envers ses alliés écologistes
- Embauche de son épouse sur les fonds de l'Assemblée
- Villa de 380m² aux frais du contribuable
- Refus des lois de transparence du patrimoine
- Utilisation des moyens de l'Assemblée pour sa campagne
- Feignant invétéré qui ne bosse pas réellement selon son ami Julien Dray
- Fier d'avoir été le "coco killer" de la Seine Saint-Denis et félicité en cela par son ami Eric Raoult
- Récupération politicienne indécente des attentats

V) Régionales 2015 - Le combat de trop des barons du PS

Le vote sanction du 1er tour des régionales signe aussi le crépuscule d'une génération de dinosaures de la politique depuis trop longtemps au pouvoir...

Par Emmanuel Berretta



Jean-Pierre Masseret, 71 ans, a commencé en politique à la Fédération de la gauche démocrate et socialiste de... François Mitterrand ! © AFP/ FRED MARVAUX

La vie politique française se caractérise par la longévité exceptionnelle des carrières politiques. Le vote qui a sanctionné, dimanche soir, les barons de la politique signe sans doute la fin d'une ère, la fin d'une façon de faire de la politique. Le FN est le seul parti qui a renouvelé ses cadres, ses candidats, même s'il faut souligner que le caractère dynastique de la lignée des Le Pen tient davantage des moeurs médiévales que des habitudes républicaines.

Jean-Pierre Masseret, qui s'accroche à la région Est au risque de faire gagner Florian Philippot, est un modèle du genre. Un dinosaure politique de 71 ans qui a adhéré à... la Fédération de la gauche démocrate et socialiste de François Mitterrand ! Cinquante ans de vie politique sans vouloir lâcher prise pour une tête plus jeune. Résultat : 16,11 % au soir du 1er tour... Et aucune remise en cause ?

Les papys font de la résistance, mais pas vraiment pour la patrie. Plutôt pour leur pomme. Les municipales 2014 avaient déjà, par endroit, donné un aperçu de cette génération accrochée à la rente électorale.

À Limoges, fief historique du PS, Alain Rodet (71 ans), maire de sa ville depuis 1990 (44 ans de mandats divers), avait absolument tenu à se représenter pour la 5e fois. Il a été battu par une liste UMP conduite par Émile-Roger Lombertie dans une triangulaire où le FN finit 3e à 11,1 %. La chute d'un champion du cumul des mandats,

cette autre gangrène de nos institutions...

Des querelles de dinosaures

Dans le Nord, le PS a laissé Martine Aubry imposer en tête de liste Pierre de Saintignon, 67 ans, dont 48 ans d'engagement politique. Était-ce vraiment le candidat de l'avenir dans l'ancien fief de Pierre Mauroy ? Daniel Percheron, le président de région sortant, n'a pas non plus aidé. À une semaine du scrutin, il réglait ses comptes avec l'exécutif dans une vidéo qualifiant de "très léger" le redécoupage "fait dans l'improvisation" de la région Nord-Pas-de-Calais mariée avec la Picardie, une aubaine pour Marine Le Pen. Sur le fond, il n'a pas tort. Mais il brouille la campagne de Pierre de Saintignon en appelant, qui plus est, à une "grande coalition à l'allemande" avant même le déroulement du premier tour de scrutin. Consternation au siège du PS...

En Ile-de-France, que n'a-t-il fallu déployer pour empêcher Jean-Paul Huchon, 69 ans, de truster un nouveau mandat à la tête de la région ? Le président sortant a cumulé 21 ans de mandat depuis la mairie de Conflans-Sainte-Honorine, puis enchaînant trois mandats à la tête de l'Ile-de-France. Ce n'était pas encore assez. Il a fallu que Manuel Valls, François Hollande et Jean-Christophe Cambadélis mettent tout leur poids dans la balance pour dissuader Huchon et lancer Claude Bartolone dans la course. Lequel n'est pas vraiment un perdreau de l'année : 64 ans pour l'élu de la Seine-Saint-Denis, dont 41 ans d'engagement politique et 34 ans de mandat électif. Amer, Huchon a mal supporté sa mise à l'écart et soudain s'est senti une tendresse pour... Valérie Pécresse ! La même qu'il humiliait en permanence durant ses longues années de mandat... Durant la campagne, il déclarait : "Valérie Pécresse est en progrès, indiscutablement", louant au passage sa "campagne de proximité".

Où est la relève ?

En Rhône-Alpes-Auvergne, deux barons se sont fait une sourde guerre : Gérard Collomb, 68 ans, ne tient pas en grande estime Jean-Jack Queyranne, 70 ans (dont 36 ans de mandat), qui le lui rend bien. Queyranne s'est accroché. Résultat : il termine 3e du premier tour à 23,93 % des suffrages exprimés, derrière Laurent Wauquiez (31,73 %) et le FN Christophe Boudot (25,52 %).

Dans les régions du Sud, Jean-Noël Guérini,

Michel Vauzelle et Georges Frêche ont laissé un désert à gauche quand ce n'est pas un désastre. Leurs successions n'ont pas été préparées. Même en Bretagne où le valeureux Jean-Yves Le Drian, 68 ans, est contraint de cumuler, en pleine guerre contre Daech, son portefeuille ministériel avec une campagne régionale pour sauver les meubles du PS. Apprécions l'aspect dérisoire d'une telle situation... Où est le prochain Le Drian ? On ne compte, en définitive, que quelques barons socialistes qui ont eu à l'esprit de préparer la relève : Jean-Marc Ayrault dans les Pays de la Loire qui a mis en orbite Christophe Clergeau, 46 ans, fils de la députée Marie-Françoise Clergeau. On reste en famille quand même... En Midi-Pyrénées, l'honorable Martin Malvy, 79 ans, a cédé le manche à Carole Delga, 44 ans.

La droite, de ce point de vue, a fait en partie des efforts de renouvellement parce qu'elle ne dirigeait qu'une seule région sur 22. C'est ainsi que Valérie Pécresse (48 ans), Bruno Retailleau (55 ans), Laurent Wauquiez (40 ans), Virginie Calmels (44 ans) ne se sont pas vu barrer la route par les anciens.

Le Point

LAPRESSEENREVUE.EU

VI) Régionales. “La droite risque d’exploser”



Nicolas Sarkozy à Rochefort, le 8 décembre 2015. PHOTO XAVIER LEOTY/AFP

Parmi les perdants du premier tour des régionales françaises du 6 décembre, un parti pourrait bientôt traverser une crise existentielle, estime Anna-Maria Merlo-Poli, correspondante du quotidien italien communiste Il Manifesto : les Républicains.

Au premier tour des régionales, Les Républicains (27 %) ont été devancés par le FN (28 %). Quelle est votre analyse ? Il s’agit bien sûr d’un revers pour le parti de Nicolas Sarkozy, qui pensait remporter facilement plusieurs régions, ce qui n’est pas le cas. Et l’avenir n’est guère rassurant pour eux : la stratégie du “ni fusion ni retrait” pour le second tour montre qu’il y a un flottement toujours plus marqué de la droite française. Jusqu’ici, il y avait un fossé historique entre la droite et l’extrême droite. Mais sous Sarkozy le parti est devenu de plus en plus perméable aux idées d’extrême droite. Un mur s’est écroulé.

L’ex-UMP a-t-elle encore un avenir ? La droite française pourrait bientôt se scinder en deux : une partie de ses responsables risquent d’aller vers le

Front national, avec des idées de plus en plus radicales.

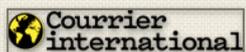
Et une partie plus modérée pourrait renaître, au centre droit, avec de véritables valeurs européennes – ce que l’extrême droite n’a pas. En ce sens, cette élection pourrait donc constituer un véritable tournant pour la droite, qui risque d’exploser.

Est-ce une situation unique dans le paysage européen ?

En réalité, il est en train de se passer en France le contraire de ce qui s’est produit en Italie il y a quelques années, quand la droite “décomplexée” de Berlusconi a “phagocyté” l’extrême droite, en incorporant des responsables de la Ligue du Nord.

En France, on constate l’inverse : c’est bien le FN qui risque d’avaler une partie de l’ex-UMP. On peut aussi ajouter que, contrairement à d’autres pays européens comme le Royaume-Uni, où l’avancée de l’Ukip a été stoppée net il y a un an,

il n'y a pas encore eu de déclic en France vis-à-vis du FN. Personne ne s'est encore dit : "Là, on va trop loin." Et ça, c'est inquiétant.



A Suivre...
La Presse en Revue

LAPRESSEENREVUE.EU